

COMMUNIQUÉ DE PRESSE :

La démocratie locale au lendemain de la pandémie du COVID-19

#BeyondTheOutbreak

La crise du COVID-19 a eu un fort impact sur les gouvernements locaux et régionaux et a affecté les processus électoraux, les réunions des conseils municipaux et des organes politiques, ainsi que les processus décisionnels au niveau local.

Les gouvernements locaux et régionaux se sont réunis lors de la session d'apprentissage en direct, organisée en partenariat par CGLU, ONU-Habitat et Metropolis. L'objectif était de montrer l'engagement politique des collectivités territoriales à prendre des décisions au niveau local afin de remplir leur rôle de moteur du changement. La solidarité, la démocratie locale et la protection du bien commun dont font preuve les gouvernements locaux et régionaux seront essentielles pour repenser nos sociétés à la suite de la pandémie.

Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU, a facilité le dialogue. Elle a noté que le débat sur la démocratie locale pendant la pandémie avait rencontré de nombreuses difficultés - notamment en raison de son intangibilité - et a souligné les préoccupations des dirigeants locaux et régionaux du monde entier à cet égard.

"Comment la pandémie a-t-elle affecté nos systèmes de gouvernance et la confiance entre les institutions et les citoyens ? Ces questions doivent être abordées, et nous devons le faire à partir du local pour rétablir des relations de confiance".

***Thembisile Nkadimeng**, maire de Polokwane, président de SALGA et co-président de CGLU, a introduit la session en soulignant qu'il est important de changer notre approche de la gouvernance urbaine et régionale pour s'adapter aux défis du monde post-COVID-19 en menant des réformes de gouvernance qui accélèrent les réponses du niveau local aux crises mondiales, aux chocs socio-économiques et politiques.*

"Il appartient au système international de reconnaître les difficultés auxquelles nous serons confrontés et de contribuer à la transformation du système international actuel en un système interurbain qui tirera profit de la force de nos territoires et qui pourra contribuer, par le dialogue entre les sphères de gouvernement, à la prochaine génération de multilatéralisme".

Octavi de la Varga, secrétaire général de Metropolis, a expliqué la manière dont la pandémie avait contraint de nombreux gouvernements à prendre des décisions de nature technocratique dans un souci d'efficacité et d'urgence, mais qu'il était essentiel de continuer à prendre des décisions de nature politique - et à mener des processus politiques. Il a souligné qu'une véritable démocratie à plusieurs niveaux implique que les gouvernements locaux soient considérés non seulement comme des prestataires de services, mais aussi comme des agents clés du processus décisionnel.

"Les urgences et les crises vont-elles faire partie de la manière dont la politique est menée au niveau local ? Il est nécessaire de développer de nouvelles façons de faire et pour cela une véritable démocratie locale est essentielle, qui ne peut être comprise sans décentralisation, sans communautés et, bien sûr, sans financement".

Elkin Velásquez, représentant régional d'ONU-Habitat pour l'Amérique latine et les Caraïbes, a déclaré que l'innovation et la collaboration sont essentielles pour surmonter les défis de la pandémie du COVID-19. Trouver des solutions ensemble, dans le cadre d'Agendas locaux, et grâce à la collaboration entre les gouvernements locaux et leurs habitants est la seule façon de reconstruire les sociétés de manière durable.

"L'incertitude exige de l'humilité, de l'adaptation, de la collaboration. Nous devons tirer les leçons de ces idées, revenir au point de départ et développer des outils pour revoir, protéger et actualiser notre contrat social local".

Johnny Araya, maire de San José et co-président de CGLU, a mis en garde contre le grand recul que la pandémie représente pour les programmes mondiaux tels que les ODD, tant au niveau économique que social, révélant des faiblesses à de nombreux niveaux et de grands déséquilibres. Face à cela, il a souligné que les discussions "doivent partir du niveau local et proche des citoyens, en partant des nombreuses voies d'opportunité ouvertes par la crise", et il a mis l'accent sur l'environnement, sur le progrès des outils technologiques, et sur les alliances avec la société civile comme moteur de solidarité et de lutte contre la vulnérabilité. Il a également appelé au cadre d'action des ODD comme étant essentiel pour réduire les inégalités, notamment dans le domaine technologique.

Carola Gunnarsson, maire de Sala et vice-présidente de CGLU pour l'Europe, a souligné que ce sont les municipalités qui sont les plus touchées par le déclin de la production économique. Elle a défendu la nécessité de respecter le principe de subsidiarité et de l'autonomie locale démocratique et financière, pour transformer la démocratie de l'avenir, et comme le moyen de s'assurer que les gouvernements locaux et régionaux sont en mesure de répondre aux défis du XXIème siècle.

Paola Pabón, préfet de Pichincha, a fait le lien entre la discussion sur la démocratie et le nécessaire débat sur l'égalité en abordant le défi de la le fossé technologique et la manière dont il affecte l'exclusion sociale, en particulier chez les plus jeunes. Elle a souligné qu'il était crucial de donner plus de compétences aux gouvernements locaux et régionaux, et d'articuler les niveaux de collectivités

territoriales afin qu'elles puissent mener des politiques cohérentes. Elle a souligné le danger de désamorcer les élections sans accords significatifs de la part de tous les acteurs politiques, car cela pourrait affaiblir la voix des citoyens.

Laia Bonet, adjointe au maire de Barcelone, a souligné la valeur des démocraties face au populisme, puisque les premières combattent les inégalités, garantissent les droits de toute la population et protègent les plus vulnérables, comme les femmes, et la communauté LGBTQI+ face au manque de services. Elle a souligné que la pandémie a mis en évidence l'importance des services publics, et a expliqué que l'autonomie locale - également clé de la démocratie - permet aux autorités locales de garantir la provision de ces services. Il a ajouté que l'autonomie ne se fait pas au détriment du multilatéralisme, dans lequel les territoires doivent également s'inscrire.

Valérie Dumontet, vice-présidente du département de l'Aude, a partagé le projet "Défendre la jeunesse pour le monde de demain". Elle a présenté les effets socio-économiques inégaux de la crise qui touche de manière disproportionnée ce secteur de la population. Le projet repose sur les mobilisations pour la solidarité des jeunes, et vise à réunir les habitants de l'Aude, de Sousse et des communes du Burkina Faso pour faire des recommandations basées sur le Décalogue de CGLU. Elle a souligné que pour lutter contre la méfiance des citoyens il est nécessaire de promouvoir la transversalité des autorités locales et régionales, de combiner leur gouvernance avec d'autres sphères de gouvernement, et d'articuler la démocratie représentative et participative.

Camilo Romero, ancien gouverneur de Nariño et lauréat de la distinction "Meilleure pratique de participation citoyenne" de l'OIDP 2019, a averti que la Colombie, l'une des sociétés les plus inégales du monde, est confrontée à une situation socio-économique qui pourrait aggraver davantage cette réalité. Il a déclaré que la participation et l'innovation doivent être utilisées pour lutter contre l'autoritarisme et l'approche du "chacun pour soi" qui est promue par ceux qui ont le plus de ressources. Il a souligné que les solutions viendront de la défense de la sphère publique et des décisions de la majorité, qui doit relancer le système pour créer de nouveaux citoyens et des gouvernements avec des priorités claires.

Pascal Clouaire, adjoint au maire de Grenoble, a présenté les actions mises en œuvre par la ville pour maintenir et approfondir la démocratie locale et participative depuis le début de la pandémie grâce aux outils en ligne : budgets participatifs *via* des visioconférences avec les porteurs de projets, plateforme de collaboration citoyenne (Grenoble Voisins Voisines) qui rassemble les personnes offrant et demandant une aide de toute nature, et une aide citoyenne pour lutter contre l'isolement des personnes âgées,

Nelly Ouassenan, maire adjointe de Cocody, a exprimé sa fierté de voir comment la pandémie, à Cocody, a servi à renforcer la démocratie locale. LA ville a en effet compris que pour combattre la crise, on ne pouvait se passer de la démocratie. Cependant, elle a fait valoir que la municipalité n'ignore pas les effets socio-économiques de la crise qui ont donc fait l'objet de campagnes et de programmes

de sensibilisation, de soutien aux victimes de la violence domestique, aux enfants des rues et aux entreprises.

Imen Ouardani, vice-maire de Sousse, a souligné que les autorités locales et régionales et l'exercice de la démocratie participative ont été mis à l'épreuve durant la pandémie, et a affirmé la nécessité de les renforcer et de poursuivre la décentralisation. Dans ce sens, elle a expliqué que Sousse a pris conscience du rôle des nouvelles technologies et travaille à leur application pour la participation des citoyens, ce qui permettra de créer de nouvelles relations avec les citoyens. D'autre part, il a expliqué la pertinence de la problématique des migrants, à l'égard de laquelle Sousse collabore activement avec l'Aude.

Edwin Miño, directeur exécutif de CONGOPE, a mis l'accent sur la nécessité de continuer à travailler à la réalisation des Agendas Mondiaux, qui sont fondamentaux pour réduire les inégalités à la suite de la pandémie. Il a également mis en garde contre le danger de la judiciarisation de la politique et de la politisation de la justice.

Emilio Jatón, maire de Santa Fe, a expliqué que la pandémie n'a pas changé la réalité, mais l'a plutôt fait disparaître. Le grand défi est donc de réinventer et de gérer la réalité à travers de nouveaux critères qui mettent fin aux grandes inégalités. Il a souligné que depuis le début de la pandémie, il n'avait pris aucune décision, mais qu'il avait consacré son temps et son équipe à les construire avec les citoyens.

José Manuel Ribeiro, maire de Valongo, a centré son intervention sur la nécessité de résister et d'éviter la peur qui émerge plus que jamais de la situation actuelle : d'une part, les villes et leurs habitants doivent faire face à des problématiques physiques, mentales et démocratiques, mais aussi à des problèmes antérieurs tels que les inégalités, souvent ignorées et maintenant aggravées et ingérables; et d'autre part, la peur, qu'aucun politicien ne peut gérer, mais qui aide les gens à discerner ce qui est juste (renforcement de la démocratie, de la dignité humaine) de ce qui doit être fixé (suspension permanente des libertés, marché sans limites).

Shi Qi, directeur adjoint du bureau des affaires étrangères de la ville de Xi'an, a souligné le rôle principal de CGLU en tant qu'organisation axée sur les gouvernements locaux. En référence à Xi'an, il a indiqué qu'elles sont dans la phase post-COVID-19, se concentrant donc sur la restauration de l'économie, ce qui permettra aux citoyens de revenir à la normale en termes de projets professionnels.

Guennadi Ryabov, président de la Chambre publique de la ville de Nijni Novgorod, a souligné l'importance d'assurer la transparence des institutions, et a regretté qu'au début de la pandémie, toutes les informations ne soient pas disponibles. En réponse, il a expliqué que la Chambre a lancé une plateforme pour diffuser 12 sessions en ligne sur des questions clés telles que le volontariat, la scolarité, l'esprit d'entreprise et les droits des travailleurs. Elle a noté que cette

expérience les avait aidés à renouer avec le public et représentait une occasion unique de faire progresser la démocratie.

Amalinda Savirani de l'Universitas Gadjah Mada (Indonésie) a contribué aux conclusions en se concentrant sur la démocratie au niveau local, qui se caractérise par la priorité donnée aux demandes des citoyens. Elle a expliqué qu'en assurant le fonctionnement de la démocratie, la crise ouvre une fenêtre d'opportunité pour les gouvernements locaux de se renforcer et de se faire entendre à tous les niveaux, et a souligné que toutes les expériences présentées lors de la session attestent de ces multiples opportunités. Enfin, elle a souligné que la démocratie locale ne doit pas être subordonnée à d'autres priorités telles que l'économie, car sans elle, la croissance ne peut être que faible et vulnérable.

Annika Silva-Leander, responsable de l'évaluation de la démocratie et de l'analyse politique à International IDEA, a déclaré qu'avant la pandémie, la qualité de la démocratie déclinait déjà au niveau mondial, y compris dans les pays les plus avancés, et elle a regretté que la situation actuelle aggrave ce dommage. Bien que souvent conçues au niveau national, elle a expliqué que ces restrictions sont comparables au niveau local. Il a noté que les pratiques innovantes basées sur la technologie et la solidarité rapprocheront les citoyens des gouvernements locaux, leur permettant de sortir plus forts de cette crise.

Mohammed Saddieh, vice-président de CGLU pour la région Moyen-Orient et Asie de l'Est, a clôturé la session en appelant au renforcement de l'égalité et de l'autonomisation des femmes dans la région. Face à une nouvelle crise, il faut davantage de démocratie et d'inclusion.

Elkin Velásquez, Adrià Duarte et Emilia Saiz ont clôturé la session en soulignant le rôle des gouvernements locaux en première ligne face aux effets de la pandémie. Ils ont souligné l'importance d'un nouvel engagement en faveur du renouveau démocratique pour un monde durable.

A propos de la série Live Learning Experience :

La [série d'apprentissage en direct](#) organisée par CGLU, Metropolis et ONU-Habitat a rassemblé plus de 2 000 participants au cours de dix sessions pendant lesquelles des représentants des collectivités territoriales, du système des Nations unies et des partenaires de la société civile ont partagé leurs expériences, leurs initiatives et leurs actions pour soutenir les populations face à la pandémie, en fournissant des services de base essentiels. La série a débuté fin mars et des villes du monde entier ont partagé leurs expériences, leurs initiatives et leurs actions en réponse à la pandémie. Elles ont également partagé leurs points de vue d'acteurs en première ligne sur la manière dont les villes sont appelées à se transformer dans la période d'après crise.

À propos de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) :

CGLU est l'organisation mondiale des gouvernements locaux et régionaux et de leurs associations qui représente et défend leurs intérêts sur la scène mondiale. Représentant 70 % de la population mondiale, les membres de CGLU sont présents dans toutes les régions du monde : Afrique, Asie Pacifique, Europe, Eurasie, Moyen-Orient et Asie occidentale, Amérique latine et Amérique du Nord - organisés en sept sections continentales, une section métropolitaine et un forum régional. Ce réseau couvre plus de 240 000 villes, régions et métropoles et plus de 175 associations de collectivités territoriales présentes dans 140 pays. Parmi ses principaux domaines d'intérêt politique, CGLU compte la démocratie locale, les changements climatiques et la protection de l'environnement,

la réalisation des Objectifs de développement durable, les finances locales, le développement urbain et la diplomatie des villes pour la consolidation de la paix. Pour en savoir plus, visitez le site www.uclg.org et suivez [@uclg_org](https://twitter.com/uclg_org).

À propos d'ONU-Habitat

ONU-Habitat est l'agence des Nations unies qui s'occupe de nos villes et territoires. L'ONU-Habitat travaille dans plus de 90 pays et soutient les habitants des villes et des établissements humains pour un avenir urbain meilleur. En collaboration avec les gouvernements et les partenaires locaux, ses projets à fort impact combinent une expertise mondiale et des connaissances locales pour fournir des solutions ciblées en temps utile. L'Agenda 2030 pour le développement durable comprend un objectif spécifique sur les villes, l'ODD 11 - rendre les villes inclusives, sûres, résilientes et durables. Pour plus d'informations, visitez le site www.unhabitat.org et suivez [@unhabitat](https://twitter.com/unhabitat).

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Alejandra Salas
Secrétariat mondial de CGLU, Barcelone
communication@uclg.org

Susannah Price
Cheffe de la communication, ONU-Habitat
susannah.price@un.org Tél. 254 722 719867